

Accord du 18 décembre 2024

relatif à la définition des catégories des bénéficiaires
des régimes de protection sociale complémentaire

NOR : ASET2550189M

IDCC : 1405

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ANEEFEL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

CFE-CGC Agro ;

CGT,

d'autre part,

Il a été décidé les mesures suivantes :

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2019, les régimes de retraite complémentaire AGIRC et ARRCO ont fusionné.

Les dispositions de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 se sont substituées aux dispositions antérieures fixées par la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 (en particulier les articles 4, 4 *bis* et 36 de l'annexe I de la convention du 14 mars 1947).

Le décret 2021-1002 du 30 juillet 2021 est venu « adapter et actualiser les références aux conventions et accords interprofessionnels relatifs aux garanties de prévoyance des salariés mentionnées aux articles R. 242-1-1 et R. 242-1-2 du code de la sécurité sociale afin de tenir compte de l'ANI du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres ». À ce titre, il permet aux branches professionnelles, pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire, de pouvoir assimiler à des cadres des catégories de salariés ne correspondant pas aux définitions établies par l'article 2 de l'ANI du 17 novembre 2017 précités, dès lors que l'accord définissant cette catégorie est validée par la commission paritaire rattachée à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC).

Dans la branche des entreprises de l'expédition et de l'exportation de fruits et légumes, la classification des emplois spécifique aux entreprises du secteur prévue aux articles 2 à 4 de l'annexe du 7 février 1995 étendue par arrêté du 9 octobre 1995 et modifiée par avenant du 16 janvier 2013 étendu par arrêté du 8 avril 2014, précise que les emplois sont regroupés en trois grandes catégories professionnelles selon onze niveaux répartis de la manière suivante :

- ouvriers/employés : niveaux I à V ;
- techniciens, agents de maîtrise : niveaux VI et VII ;
- cadres : niveaux VIII à XI.

L'annexe du 7 février 1995 ne prévoit pas pour les salariés non-cadres de possibilités d'accès aux régimes de protection sociale complémentaire collectifs des salariés cadres.

Afin d'être en conformité avec les nouvelles dispositions, de sécuriser l'existant, et dans l'objectif de permettre aux salariés et employeurs de continuer à bénéficier à partir du 1^{er} janvier 2025, sans discontinuité, des mêmes droits et garanties dans le cadre des régimes de protection sociale complémentaire à caractère collectif qui leurs sont applicables, les partenaires sociaux de la branche des entreprises de l'expédition et de l'exportation de fruits et légumes ont décidé d'adopter les dispositions qui suivent.

Les partenaires sociaux de la branche souhaitent toutefois attirer l'attention des entreprises sur la nécessité de mise en conformité de leurs propres actes juridiques instituant leurs régimes de protection sociale complémentaire collectifs avant le 1^{er} janvier 2025.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord collectif s'applique aux entreprises relevant de la convention collective nationale des entreprises de l'expédition et d'exportation de fruits et légumes du 17 décembre 1985, spécifique aux entreprises du secteur des « légumes frais prêts à l'emploi » qui bénéficient d'une classification particulière prévue par l'annexe du 7 février 1995 étendue par arrêté du 9 octobre 1995, modifié par avenant du 16 janvier 2013.

Article 2 | Catégories de salariés

Les dispositions prévues au présent article valent uniquement pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaires mises en œuvre au titre de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et ne sauraient étendre aux salariés non-cadres visés ci-après les dispositions conventionnelles spécifiques aux salariés cadres de la convention collective nationale des entreprises de l'expédition et d'exportation de fruits et légumes.

Article 2.1 | Les salariés cadres

Pour l'application des dispositions prévues à l'article 2.1 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, qui définissent les salariés cadres pour l'application des régimes de protection sociale complémentaire, sont visés les cadres relevant des niveaux VIII à XI au titre des articles 2 à 4 de l'accord de classification des emplois prévu par l'annexe du 7 février 1995 étendue par arrêté du 9 octobre 1995 et modifiée par avenant du 16 janvier 2013 étendu par arrêté du 8 avril 2014 spécifique aux entreprises du secteur des « légumes frais prêts à l'emploi ».

Article 2.2 | Les salariés non-cadres susceptibles de bénéficier d'une extension de régime

Pour l'application des dispositions de l'article R. 242-1-1 1^o du code de la sécurité sociale, qui définissent les salariés non-cadres et non-assimilés aux cadres susceptibles de bénéficier d'intégration à la catégorie des cadres pour les régimes de protection sociale complémentaire

collectifs, aucune catégorie professionnelle de salarié n'est visée par l'accord de classification des emplois prévu par l'annexe du 7 février 1995 étendue par arrêté du 9 octobre 1995 et modifiée par avenant du 16 janvier 2013 étendu par arrêté du 8 avril 2014 spécifique aux entreprises du secteur des « Légumes frais prêts à l'emploi ».

Article 3 | Entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux rappellent qu'ils prennent en considération la nécessité de prévoir des dispositions spécifiques pour les TPE et PME conformément à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Toutefois, la taille des entreprises de la branche, très majoritairement de moins de 50 salariés, ainsi que l'objet du présent accord, qui concerne indistinctement l'ensemble des salariés du secteur, justifie que l'accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés et ne nécessite pas d'adaptation en fonction de la taille des entreprises.

Article 4 | Durée. Entrée en vigueur

Le présent accord est conçu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025, et ne pourra prendre effet avant le lendemain de la publication de l'arrêté au *Journal officiel*.

Article 5 | Révision. Dénonciation

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 6 | Agrément. Dépôt. Extension

Les parties signataires mandatent l'organisation d'employeurs signataire pour effectuer les démarches nécessaires à l'extension du présent accord et les formalités de publicité.

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 18 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)